

## Burundi : la députée Hafsa Mossi se sentait menacée avant sa mort

RFI, 25-07-2016 Le ministre burundais de la Sécurité publique a annoncé vendredi 22 juillet l'arrestation de trois personnes dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de l'ancienne ministre Hafsa Mossi le 13 juillet dernier. Le communiqué, signé de la main du porte-parole du ministre, affirme que les suspects ont avoué recevoir des ordres et des financements du Rwanda. Mais des doutes subsistent dans cette affaire, d'autant que la députée de l'Assemblée de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) avait, selon nos informations, reçu des menaces.

Il y a près de deux semaines, Hafsa Mossi tombait dans une embuscade à proximité de son domicile à Bujumbura. La police a vu trois assaillants à bord d'une voiture aux vitres teintées immatriculée en Tanzanie. Des personnes de tous bords avaient exprimé leur sympathie après cet assassinat. Mais selon son entourage, Hafsa Mossi se sentait menacée, y compris au sein du CNDD-FDD, le parti au pouvoir dont elle était membre. Lors de sa visite, il y a un an, au camp de réfugiés de Mahama au Rwanda, Hafsa Mossi avait pleuré devant les conditions de vie des réfugiés. L'image avait fait le tour des médias. Son collègue au sein de l'Assemblée de la EAC, Abubakar Zein était présent lors de cet épisode. Il raconte : « Dans le bus du retour, elle a reçu deux appels : d'abord une voix au bout du fil lui a demandé " comment oses-tu pleurer pour ses animaux ? " Le second appel était pour lui dire ces mots : " Tu dois nous expliquer pourquoi tu pleures, soit tu es avec nous soit tu es contre nous. " » L'Assemblée, qui a rendu un hommage à Hafsa Mossi jeudi, a demandé l'ouverture d'une enquête indépendante. Pour ce parlement sous-régional, Hafsa Mossi avait participé à la rédaction d'un rapport concernant la détérioration de la situation des droits de l'homme au Burundi dernier. Selon le ministre de la Sécurité publique, les suspects auraient avoué recevoir des ordres et financements de la part du Rwanda. Par le passé, les aveux soutenus par la police burundaise se sont déjà montrés incohérents. Certains ont été démentis.